



BARBARISME

“BIOÉCONOMIE”

La grande bifurcation

Par Sébastien Claeys

Le 12 décembre dernier se tenait en région parisienne le « One Planet Summit ». Comme prévu, on y a parlé d'économie décarbonée, de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de sobriété énergétique et surtout d'investissements s'élevant à plusieurs milliards d'euros. « *La finance publique et privée au service de l'action climat* » : beau programme pour mettre en œuvre l'accord de Paris. Surtout quand 91 entreprises annoncent un investissement de 60 milliards d'euros dans les énergies renouvelables à l'horizon 2020. Tout cela semble bel et bon. Si ce n'est qu'il y a quelque chose de pourri au royaume du CAC 40, et pas question ici de collusions d'intérêts, de complots ourdis dans le silence feutré des cabinets ou d'intérêts géopolitiques de multinationales tentaculaires. Ce petit quelque chose de gênant, ce caillou persistant dans la chaussure, c'est peut-être ce que l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen avait identifié depuis 1971. Pour le dire à grands traits, il avait remarqué qu'en fondant leurs réflexions sur la mécanique newtonienne, les économistes « standard » décrivait encore et toujours les équilibres et les cycles économiques comme si la Terre était plate, infinie et peuplée d'être rationnels œuvrant avec méthode à la réalisation de leurs intérêts. Sauf que depuis Newton, Darwin a fondé la biologie évolutionniste, les physiciens Carnot et Clausius ont découvert les lois de la thermodynamique, et Freud nous a montré que nos désirs ne sont pas si transparents qu'on pouvait le croire... Aussi surprenant que cela puisse paraître, ces nouvelles connaissances ont glissé sur la science économique sans la marquer de leur empreinte. Si bien que pour penser et agir dans l'horizon d'une croissance illimitée où la demande stimule la production – qui à son tour stimule la demande... –, nous ignorons délibérément les lois fondamentales de la physique et de la biologie. Quand bien même nous savons maintenant depuis longtemps que nous vivons sur un petit bout de terre aux ressources limitées. Aujourd'hui, les recommandations du « One Planet Summit » semblent prendre en compte cette finitude des ressources matérielles et énergétiques, certes. Mais il est trop tôt pour se réjouir, et l'inquiétude de Nicholas Georgescu-Roegen reste terriblement d'actualité. Car si les fondations théoriques sont branlantes, l'édifice risque à tout moment de s'effondrer et les bonnes intentions de s'évaporer. Pour le formuler plus clairement : en évitant de se poser les questions qui fâchent et en se contentant de coller le label « développement durable » sur des projets « innovants » – et fortement rémunérateurs –, nous n'amorçons pas la bifurcation dont nous avons cruellement besoin. On comprend mieux pourquoi Nicholas Georgescu-Roegen

affirmait que « *le développement durable est l'une des recettes les plus toxiques* ».

Au contraire, ce pionnier de l'écologie politique et inspirateur des théoriciens de la décroissance désirait une « révolution bioéconomique ». Autrement dit, une science économique qui prenne en compte, une bonne fois pour toutes, les lois de la thermodynamique et la dégradation inéluctable de l'énergie dans un système isolé. Heureusement, si notre planète ne reçoit pas de matière en quantité suffisante depuis l'espace pour être considérée comme un système ouvert – quelques météorites, tout au plus... –, elle reçoit assez d'énergie solaire pour se régénérer. Le bon sens voudrait donc que nous profitions pleinement de cette énergie inépuisable en lieu et place des hydrocarbures. C'est d'ailleurs l'une des mesures préconisées par Georgescu-Roegen dans son « programme bioéconomique minimal » de 1975. Mais attention, rien n'est si simple et le « solutionnisme technologique » ne fait pas tout. Pour transformer une technologie « faisable » en technologie « viable », c'est-à-dire respectant pleinement les contraintes environnementales, il faudra des investissements colossaux dans le retraitement des déchets, l'économie circulaire ou encore l'agriculture biologique. Plus fondamentalement encore, l'économiste martèle que « *le problème bioéconomique [...] concerne l'affectation des ressources dans l'intérêt, non pas d'une seule génération, mais de toutes les générations* ». On est loin de la simple « économie de la photosynthèse et plus largement du vivant » telle qu'elle est présentée par le petit bout de la lorgnette dans la « Stratégie bioéconomique pour la France » adoptée par le conseil des ministres en janvier 2017.

D'ailleurs, c'est surtout sur cette question culturelle que le bât blesse. Si l'on en croit Bruno Latour dans son dernier ouvrage (*Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, La Découverte, 2017), les « élites » en seraient bien plus aux temps de l'accroissement des inégalités, de la dérégulation, du chacun pour soi (et même pas Dieu pour tous !) que de la prise en compte des intérêts commun de l'humanité et des générations futures. C'est là que nous en revenons à nos philanthropes du CAC 40 qui respectent peut-être la lettre de la bioéconomie, mais certainement pas l'esprit. Or, peut-on aller dans la bonne direction à l'aveugle, en se trompant de boussole et sans le tuteur qui nous guide ? C'est la question qui mérite d'être posée aujourd'hui. ☹

Nicholas Georgescu-Roegen, pour une révolution bioéconomique. Suivi de De la science économique à la bioéconomie, Antoine Missemmer, Lyon, ENS Éditions, coll. « Feuilles », 2013, 136 pages, 13 €.